

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

LOT N°4 ASSURANCE CONSTRUCTION (DO, CNR, TRC)

Objet de la consultation

SERVICES D'ASSURANCES

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DES RISQUES.....	3
2.	CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE ».....	4
2.1.	SOUSCRIPTEUR ET OBJET DE LA GARANTIE.....	4
2.2.	LES ACTIVITES.....	4
2.3.	ASSURES.....	5
2.4.	MONTANTS DES GARANTIES (PAR SINISTRE).....	5
2.5.	MONTANTS DES FRANCHISES (PAR SINISTRE).....	6
2.6.	INDEXATION DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES.....	6
3.	CONVENTIONS SPECIALES « ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGE »	7
	<i>Article 1 – Garantie Dommages Ouvrage obligatoire.....</i>	<i>7</i>
	<i>Article 2 – Garantie biennale de bon fonctionnement</i>	<i>8</i>
	<i>Article 3 – Garantie des dommages immatériels</i>	<i>9</i>
	<i>Article 4 – Garantie des dommages aux existants</i>	<i>10</i>
	<i>Article 5 – Exclusions</i>	<i>11</i>
	<i>Article 6 – Déchéance</i>	<i>12</i>
	<i>Article 7 – Dispositions diverses</i>	<i>12</i>
	<i>Article 8 – Assurance de responsabilité décennale des constructeurs non réalisateurs.....</i>	<i>14</i>
4.	CONDITIONS PARTICULIERES « ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER »	17
4.1.	SOUSCRIPTEUR ET OBJET DE LA GARANTIE.....	17
4.2.	ASSURES.....	18
4.3.	MONTANTS DES GARANTIES (PAR SINISTRE).....	18
4.4.	MONTANTS DES FRANCHISES (PAR SINISTRE).....	19
4.5.	INDEXATION DES GARANTIES COMPLEMENTAIRES.....	19
5.	CONVENTIONS SPECIALES « ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER »	20
	<i>Article 1 – Dommages à l’ouvrage</i>	<i>20</i>
	<i>Article 2 – Garanties complémentaires</i>	<i>21</i>
	<i>Article 3 – Exclusions</i>	<i>22</i>
	<i>Article 4 – Conventions particulières.....</i>	<i>23</i>
	<i>Article 5 – Règlement des sinistres.....</i>	<i>25</i>
	<i>Article 6 – Paiement des primes.....</i>	<i>25</i>
	ANNEXE 1 - GARANTIE DES CATASTROPHES NATURELLES.....	27
6.	ANNEXES.....	29

1. Présentation des risques

Les candidats doivent formuler une **offre globale et unique**, conforme aux **Conditions Particulières** et aux **Conventions Spéciales** figurant au dossier de consultation, couvrant l'ensemble des risques définis au titre du présent marché.

Il est précisé que les candidats ont la **faculté d'émettre des réserves**, exclusivement dans le **cadre de réponse technique** annexé à l'acte d'engagement.

Toutefois, le **refus du Cahier des Clauses Techniques Particulières sera considéré comme rendant l'offre irrégulière**, au sens des règles applicables à la commande publique, et entraînera **son rejet**.

Les Conditions Particulières et les **Conventions Spéciales**, formant le Cahier des Clauses Techniques Particulières, prévalent, dans la mesure où elles sont plus **favorables** à l'assuré, sur toute autre disposition de l'Assureur, notamment les Conditions Générales et les annexes. En cas de contradiction ou d'incohérence entre les documents contractuels, les dispositions des Conditions Particulières et des Conventions Spéciales seront considérées comme applicables, sous réserve qu'elles présentent un caractère plus favorable pour l'assuré.

2. Conditions Particulières « Assurance Dommages Ouvrage »

2.1. Souscripteur et objet de la garantie

**E.S.H LE FOYER STEPHANAIS
185 RUE DU PRE ROQUETTE
76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX**

agissant en sa qualité de :

- Maître d'Ouvrage
- Maître d'Ouvrage délégué ou partagé
- Prestataire de service ou mandataire du maître de l'ouvrage

Le contrat a pour objet notamment de garantir

- L'ensemble des opérations de constructions neuves et individuelles ou collectives en vue de la location ou la vente ;
- Les opérations d'acquisition – amélioration ;
- Les travaux de réhabilitation ou de gros entretiens,

et en Dommages Ouvrage et Responsabilité de CNR, les opérations de construction réalisées pour le compte de tiers :

- Dans le cadre de missions de mandat de maîtrise d'ouvrage,
- D'assistance à maîtrise d'ouvrage,

Et éventuellement, de manière optionnelle en Tous Risques Chantier (les caractéristiques de l'assurance T.R.C sont définies dans les pages suivantes du présent C.C.T.P).

2.2. Les activités

Ses activités principales, découlant principalement des statuts de ses membres définis par le Code de la Construction et de l'Habitation notamment les articles L.215-1 et suivants, L.422-2 et suivants et L.422-3 et suivants, consistent principalement :

- à construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles en vue de la location ou de favoriser l'accession sociale à la propriété
- à construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale des ensembles immobiliers

- à gérer des immeubles des parcs public et privé
- à construire et faire gérer par des CCAS, CROUS ou d'associations, des logements-foyer pour personnes âgées, étudiants, jeunes travailleurs et personnes handicapées.
- à réaliser des missions d'accompagnement social destinées aux populations logées dans le patrimoine qu'elle gère ou, à titre de prestataire de services, pour les populations logées dans le patrimoine d'autres organismes.
- à réaliser pour son compte ou pour le compte de tiers toutes les interventions foncières, les actions ou opérations d'aménagement à conclure des mandats de gérance,

2.3. Assurés

Le Maître d'Ouvrage et les propriétaires successifs.

2.4. Montants des garanties (par sinistre)

En référence des Conventions Spéciales « Assurance Dommages Ouvrage ».

Le coût total de chaque chantier est inférieur à 15 M€.

Garanties	Contenu
Garantie Dommages Ouvrage obligatoire	<p>Garantie des dommages aux ouvrages, à hauteur de la totalité des travaux de réparation des dommages.</p> <p>Assiette de cotisation : montant toutes taxes comprises des travaux -€ TVA 5,5 %, 10,00 % ou 20,00 % - (hors terrassements généraux, travaux de démolition ou de dépose, espaces verts, couches d'usures) augmenté du montant des honoraires des architectes, B.E.T. et contrôleurs techniques, à l'exception des honoraires de coordonnateur S.P.S.</p> <p>Intégration des existants dans la garantie : Le contrat devra prendre en compte les modifications apportées à l'annexe 2 Dommages Ouvrage défini par article L. 243-1-1 du code des assurances.</p> <p>Date ouverture du chantier : L'ouverture de chantier est une date unique pour l'ensemble des intervenants, quel que soit donc le moment où ils interviennent sur le chantier. Pour les travaux nécessitant la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date de déclaration d'ouverture du chantier mentionnée au premier alinéa de l'article R. 424-16 du code de l'urbanisme. Pour les travaux ne nécessitant pas la délivrance d'un permis de construire, il s'agit de la date du premier ordre de service ou à défaut de la date effective de commencement des travaux.</p>

Garantie biennale de bon fonctionnement	A concurrence de 20% du coût T.T.C. de la construction sans pouvoir excéder 610.000 €.
Garantie des dommages immatériels	A concurrence de 10% du coût T.T.C. de la construction avec un maximum de 305.000 € épuisable.
Garantie des dommages aux existants	A concurrence de 10% du coût T.T.C. de la construction avec un maximum de 800.000 €.
Responsabilité civile Constructeur Non réalisateur (RC CNR)	Garantie des dommages aux ouvrages, à hauteur de la totalité des travaux de réparation des dommages.

2.5. Montants des franchises (par sinistre)

Garantie	Montants des franchises (par sinistre)
Garantie Dommages Ouvrage obligatoire	Néant
Garantie biennale de bon fonctionnement	Néant
Garantie des dommages immatériels	Néant
Garantie des dommages aux existants	Néant
Responsabilité civile Constructeur Non réalisateur (RC CNR)	10% du montant du sinistre avec un minimum de 500 € et un maximum de 2.400 €.

2.6. Indexation des garanties complémentaires

Elle est fixée en fonction de l'évolution de l'indice BT 01.
Valeur de l'indice en cours au jour de la notification.

3. Conventions Spéciales « Assurance Dommages Ouvrage »

Article 1 – Garantie Dommages Ouvrage obligatoire

La garantie, conforme aux articles L. 242-1 et L. 242-2 L 243-1-1 Code des Assurances, couvre en dehors de toute recherche de responsabilité au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de la construction, le paiement des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les fabricants et les importateurs ou le contrôleur technique, c'est-à-dire les dommages qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction ;
- affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination ;
- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipement indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos de couvert, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil.

Les travaux de réparation des dommages comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage, éventuellement nécessaires.

Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de dix ans à compter de la réception.

Paielement des réparations

- avant la réception, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- après la réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, lorsque l'entrepreneur n'a pas exécuté ses obligations au titre de cette garantie dans le délai fixé au marché ou à défaut dans un délai de 90 jours, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée infructueuse.

Montant des garanties

La garantie couvre le coût de l'ensemble des travaux afférant à la remise en état des ouvrages ou éléments d'équipement de l'opération de construction déclarée aux conditions particulières, endommagés à la suite d'un sinistre garanti jusqu'à la date de détermination du coût total de construction définitif.

Jusqu'à la date de réception, le montant de la garantie ne pourra excéder le coût des travaux sinistrés effectivement réalisés au jour du sinistre.

A compter de la date de détermination du coût total de construction définitif, elle est accordée à concurrence de ce dernier coût, revalorisé suivant l'indice entre la date d'effet du contrat et la date de réparation du sinistre.

Toutefois, le montant de la garantie pourra être reconstitué sur demande de l'assuré ou de toute personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous réserve de l'accord et du versement d'une cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Article 2 – Garantie biennale de bon fonctionnement

Est garanti, au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de la construction, le paiement des travaux de réparation des dommages entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne font pas partie des éléments d'équipement garantis :

- les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de construction ou de vente du bâtiment ;
- les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie) installés pour permettre exclusivement l'exercice d'une quelconque activité industrielle dans le bâtiment.

Montant de garantie et franchise

Le montant de la garantie est fixé aux conditions particulières. Le montant est revalorisé en fonction de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

L'assuré conserve à sa charge pour chaque sinistre, une franchise dont le montant est fixé aux conditions particulières.

Cette franchise est revalorisée pour tenir compte de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Reconstitution et épuisement de la garantie

Le montant de la garantie est automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que la compagnie ne puisse jamais être engagée au-delà du montant fixé aux conditions particulières pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai de un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence au plus tôt à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini par l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de deux ans à compter de la réception.

La garantie s'applique aux dommages matériels survenus pendant cette période.

La garantie peut s'appliquer pendant le délai de garantie de parfait achèvement, lorsque après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé d'un commun accord ou à défaut, dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Article 3 – Garantie des dommages immatériels

Est garanti le paiement des dommages immatériels subis par le propriétaire, l'occupant ou l'exploitant de la construction et résultant d'un dommage garanti par le présent contrat.

Montant de garantie et franchise

Le montant de la garantie est fixé aux conditions particulières. Le montant est revalorisé en fonction de l'indice entre la date de réception et celle de la réparation du sinistre.

L'assuré conserve à sa charge pour chaque sinistre, une franchise dont le montant est fixé aux conditions particulières.

Cette franchise est revalorisée pour tenir compte de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Reconstitution et épuisement de la garantie

Le montant de la garantie est automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que la compagnie ne puisse jamais être engagée au-delà du montant fixé aux conditions particulières pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai de un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Point de départ et durée de la garantie

La période de garantie est celle de la garantie concernée par le dommage garanti directement à l'origine du dommage immatériel.

Article 4 – Garantie des dommages aux existants

Sont garantis :

Les dommages matériels subis par les existants lorsque :

- d'une part, la solidité de ceux-ci est compromise,
- d'autre part, ils résultent directement d'un dommage garanti au titre de la garantie obligatoire ;

Les dommages immatériels résultant directement d'un dommage garanti au titre de l'alinéa précédent, subis par les occupants, maître de l'ouvrage, propriétaires successifs ou les locataires des existants.

Montant de garantie et franchise

Le montant de la garantie est fixé aux Conditions Particulières ; il est épuisable et peut, par avenant, être reconstitué après sinistre.

Le montant de la garantie s'applique selon la demande de l'assuré sur tout ou partie des existants.

La garantie est accordée dans la limite du coût de la remise en état des existants assurés sans pouvoir dépasser le montant figurant aux conditions particulières.

L'assuré conserve à sa charge pour chaque sinistre, une franchise dont le montant est fixé aux Conditions Particulières.

Cette franchise est revalorisée pour tenir compte de l'évolution de l'indice entre la date de souscription du contrat et celle de la réparation du sinistre.

Reconstitution et épuisement de la garantie

Le montant de la garantie est automatiquement réduit des sommes versées en cas de sinistre, de telle sorte que la compagnie ne puisse jamais être engagée au-delà du montant fixé aux Conditions Particulières pour l'ensemble des sinistres survenant pendant la durée de la garantie.

Toutefois, les montants de garantie pourront être reconstitués sur demande du souscripteur ou de toute autre personne ayant un intérêt à la conservation de la construction, sous condition du versement d'un complément de cotisation dont le montant sera fixé par avenant.

Cette reconstitution pourra être accordée uniquement si elle est demandée au plus tard dans le délai de un mois suivant la date de versement de l'indemnité ou de la dernière fraction d'indemnité.

Point de départ et durée de la garantie

La garantie commence à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement défini à l'article 1792-6 du Code Civil. Elle prend fin à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception.

Toutefois, elle garantit le paiement des réparations nécessaires lorsque :

- Avant la réception, après une mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations ;
- Après réception et avant l'expiration du délai de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil et après mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté dans le délai fixé d'un commun accord ou à défaut dans un délai de 90 jours son obligation de réparer.

Procédure en cas de sinistre

La procédure applicable en cas de sinistre atteignant les existants relevant de la convention du 8 septembre 2005 est reprise dans l'article 2 de la Convention, y compris pour les sinistres relevant de la garantie obligatoire.

Article 5 – Exclusions

5.1. Exclusions communes à toutes les garanties

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant exclusivement :

5.1.1. du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ;

5.1.2. des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;

5.1.3. de la cause étrangère et notamment :

- **directement ou indirectement, d'incendie ou d'explosion**, sauf si l'incendie ou l'explosion est la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat ;
- **de trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique ;**
- **de faits de guerre étrangère ;**
- **de faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère ;**

- des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.

Il appartient au bénéficiaire de la garantie de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère.

Dans tous les autres cas, la charge de la preuve nécessaire à la mise en jeu des exclusions incombe à l'assureur. En conséquence, toutes les dispositions du présent contrat s'appliquent jusqu'à ce que cette preuve soit apportée.

5.2. Exclusions spécifiques aux garanties non obligatoires

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant :

5.2.1. de l'absence de travaux qui, prévus ou non aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné les dommages ;

5.2.2. d'économie abusive imposée aux constructeurs dans le choix des matériaux et/ou procédés de construction et qui sont à l'origine des dommages ;

5.2.3. de la non-prise en compte des réserves techniques précises notifiées en temps opportun, et au plus tard à la réception des travaux, à l'assuré, par les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et les importateurs, le contrôleur technique.

Article 6 – Déchéance

En ce qui concerne la garantie Dommages Ouvrage obligatoire, le souscripteur est déchu de tout droit en cas d'inobservation volontaire ou inexcusable par lui des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les Documents Techniques Unifiés ou les normes établies par les organismes compétents à caractère officiel, ou dans le marché de travaux concerné.

Cette déchéance n'est pas opposable aux bénéficiaires autres que le souscripteur.

Article 7 – Dispositions diverses

7.1. Obligation en cas de sinistre

Tout événement dommageable susceptible d'entraîner la garantie doit être déclaré dans les délais fixés par la loi ; ledit délai court à partir de la date à laquelle l'assuré ou son service "assurances" en a eu connaissance.

La déclaration de sinistre est réputée constituée dès qu'elle comporte au moins les renseignements suivants :

- le numéro du contrat d'assurance et, le cas échéant, celui de l'avenant
- le nom du propriétaire de la construction endommagée
- l'adresse de la construction endommagée
- la date de réception, ou à défaut, la date de la première occupation des locaux
- la date d'apparition des dommages ainsi que leur description et localisation
- si la déclaration survient pendant la période de parfait achèvement au sens de l'article 1792-6 du Code Civil, la copie de la mise en demeure effectuée au titre de la garantie de parfait achèvement.

A compter de la réception de la déclaration de sinistre, la compagnie dispose d'un délai de 10 jours pour signifier à l'assuré que la déclaration n'est pas réputée constituée et réclamer les renseignements manquants ci-dessus. Les délais visés à l'article L. 242-1 du Code des Assurances commencent à courir du jour où est reçue la déclaration de sinistre réputée constituée.

Pour les garanties complémentaires

L'assuré s'engage à faire parvenir, immédiatement et au plus tard dans les 5 jours à compter de leur réception, toutes les pièces se rapportant au sinistre déclaré et, notamment, tous actes judiciaires et extrajudiciaires. La compagnie peut se réserver le droit en cas de retard dans la transmission des pièces de faire application de l'article L. 113-11 2° du Code qui autorise à réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le retard aura causé.

7.2. Domiciliation

L'assuré est déchargé de toutes ses obligations dérivant du présent contrat lorsque celles-ci sont effectuées auprès du Cabinet indiqué aux Conditions Particulières.

7.3. Compétence juridictionnelle

Tout litige concernant l'interprétation des clauses et conditions du présent contrat relève de la seule compétence des juridictions françaises.

7.4. Résiliation après sinistre

L'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre.

7.5. Prescription

La prescription est le délai au-delà duquel les contractants ne peuvent plus faire reconnaître leurs droits.

Toutes les actions concernant le présent contrat qu'elles émanent de l'assuré ou de l'assureur ne peuvent être exercées que pendant un délai de deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Article L. 114-1 du Code des Assurances

Article L. 114-2 du Code des Assurances

Article L. 114-3 du Code des Assurances

Par dérogation à l'article 2254 du Code Civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Article 8 – Assurance de responsabilité décennale des constructeurs non réalisateurs

Article L. 241-2.

Le contrat garantit le paiement des travaux de réparation de la construction désignée aux Conditions Particulières lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code Civil, à propos de travaux de bâtiment et dans la limite de cette responsabilité :

- qui compromettent la solidité de l'ouvrage lui-même (article 1792 du Code Civil),
- qui rendent l'ouvrage impropre à sa destination (article 1792 du Code Civil), lorsque cette atteinte trouve son origine dans l'un de ses éléments constitutifs, ou dans l'un de ses éléments d'équipement,
- qui affectent la solidité d'un des éléments d'équipement de l'ouvrage qui font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert (article 1792-2 du Code Civil).

Un élément d'équipement est considéré comme faisant indissociablement corps avec un ouvrage lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière (article 1792-2 du Code Civil).

Sont notamment couverts les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose et démontage éventuellement nécessaires.

8.1 - ASSURANCES COMPLEMENTAIRES (LE CAS ECHEANT)

- Recours des tiers

L'entrepreneur doit contracter une police d'assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution. La garantie pour les dommages corporels notamment doit être illimitée. L'entrepreneur garantira le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre contre tous recours qui pourraient être exercés contre eux du fait de l'inobservation par lui de l'une quelconque de ses obligations.

Chaque entrepreneur est responsable de tous accidents ou dommages du fait de ses travaux ou des agissements de ses ouvriers, à l'égard des locataires, des tiers, des ouvriers ou de toutes personnes intervenant sur les lieux du chantier.

En cas de carence de l'entrepreneur, le Maître de l'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, prendre toutes dispositions aux frais de l'entrepreneur, et, notamment, la souscription d'une police d'assurance à cet effet.

- et suivants

Le maître d'ouvrage peut également prévoir l'obligation pour les entrepreneurs de souscrire d'autres polices d'assurance telles que :

- Les garanties de bonne fin (cette assurance garantit la prise en charge du dépassement du prix convenu du marché en cas de défaillance de l'entreprise).
- Tous risques de chantiers (TRC).
- La Police Unique de Chantier (PUC, alors organisée par le maître de l'ouvrage).

8.2. Garantie biennale de bon fonctionnement

Est garanti, au bénéfice du souscripteur et des propriétaires successifs de la construction, le paiement des travaux de réparation des dommages entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du Code Civil, lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir les fonctions qui leur sont dévolues.

Ne font pas partie des éléments d'équipement garantis :

- **les appareils et équipements ménagers ou domestiques, même s'ils sont fournis au titre du contrat de construction ou de vente du bâtiment ;**
- **les équipements (matériels, machines, organes de transformation de l'énergie) installés pour permettre exclusivement l'exercice d'une quelconque activité industrielle dans le bâtiment.**

Le montant de la garantie est fixé aux Conditions Particulières ; il est épuisable et peut, par avenant, être reconstitué après sinistre.

La garantie commence au jour de la réception ; elle s'exerce pendant une période de deux ans après cette réception.

8.3. Garantie des dommages immatériels après réception

Est garanti le paiement des dommages immatériels subis par le propriétaire, l'occupant ou l'exploitant de la construction et résultant d'un dommage garanti par le présent contrat.

Le montant de la garantie est fixé aux Conditions Particulières. Il est épuisable et peut être reconstitué, par avenant, après sinistre.

La garantie commence au jour de la réception ; elle s'exerce pendant une période de 10 ans après cette réception.

8.4. Garantie des dommages aux existants

Sont garantis :

Les dommages matériels subis par les existants lorsque :

- d'une part, la solidité de ceux-ci est compromise,
- d'autre part, ils résultent directement d'un dommage garanti au titre de la garantie obligatoire ;

Les dommages immatériels résultant directement d'un dommage garanti au titre de l'alinéa précédent, subis par les occupants, maître de l'ouvrage, propriétaires successifs ou les locataires des existants.

Le montant de la garantie est fixé aux Conditions Particulières ; il est épuisable et peut, par avenant, être reconstitué après sinistre.

La garantie commence au jour de la réception ; elle s'exerce pendant une période de 10 ans après cette réception.

8.5. Exclusions communes à toutes les garanties

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant exclusivement du fait intentionnel ou du dol du souscripteur ;

8.5.1. des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal ;

8.5.2. de la cause étrangère et notamment :

- **directement ou indirectement, d'incendie ou d'explosion**, sauf si l'incendie ou l'explosion est la conséquence d'un sinistre couvert par le présent contrat ;
- **de trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre et autres phénomènes naturels à caractère catastrophique ;**
- **de faits de guerre étrangère ;**
- **de faits de guerre civile, d'actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage, d'émeutes, de mouvements populaires, de grève et de lock-out ayant le caractère de cause étrangère ;**
- **des effets directs ou indirects d'explosion, de dégagement de chaleur, d'irradiations provenant de transmutations de noyaux d'atomes ou de radioactivité, ainsi que des effets des radiations provoquées par l'accélération artificielle de particules.**

Il appartient au bénéficiaire de la garantie de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que la guerre étrangère.

Dans tous les autres cas, la charge de la preuve nécessaire à la mise en jeu des exclusions incombe à l'assureur. En conséquence, toutes les dispositions du présent contrat s'appliquent jusqu'à ce que cette preuve soit apportée.

8.5. Exclusions spécifiques aux garanties non obligatoires

Les garanties ne s'appliquent pas aux dommages résultant :

8.5.1 de l'absence de travaux qui, prévus ou non aux marchés des constructeurs, auraient été nécessaires pour compléter la réalisation de la construction et dont la non-exécution a entraîné les dommages ;

8.5.2. de la non-prise en compte des réserves techniques précises notifiées en temps opportun, et au plus tard à la réception des travaux, à l'assuré, par les constructeurs au

sens de l'article 1792-1 du Code Civil, les sous-traitants, les fabricants, les négociants et les importateurs, le contrôleur technique.

8.6. Déchéance

En ce qui concerne la garantie Dommages Ouvrage obligatoire, le souscripteur est déchu de tout droit en cas d'inobservation volontaire ou inexcusable par lui des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les Documents Techniques Unifiés ou les normes établies par les organismes compétents à caractère officiel, ou dans le marché de travaux concerné.

4. Conditions Particulières « Assurance Tous Risques Chantier »

4.1. Souscripteur et objet de la garantie

LE FOYER STEPHANAIS

42 BIS, AVENUE AMBROISE CROIZAT

BP20

76801 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY CEDEX

agissant en qualité de :

- Maître d'Ouvrage ;
- Maître d'Ouvrage délégué ou partagé ;
- Prestataire de service ou mandataire du maître de l'ouvrage ;

Le contrat a pour objet notamment de garantir :

- L'ensemble des opérations de constructions neuves et individuelles ou collectives en vue de la location ou la vente,
- Les opérations d'acquisition – amélioration,
- Les travaux de réhabilitation ou de gros entretiens

De façon optionnelle.

Conditions de garantie

Les intermédiaires devront préciser les conditions de l'assurance tous risques chantier de bâtiments en cours de construction :

- pour les bâtiments neufs.
- pour les bâtiments faisant l'objet d'une rénovation ou d'une extension.

4.2. Assurés

Le Maître d'Ouvrage ainsi que :

le ou les Maîtres d'œuvre, les entreprises et leurs sous-traitants ou cotraitants, les fournisseurs agissant sur le site, ainsi que tous les autres intervenants participant directement ou indirectement à la réalisation de l'ouvrage.

Toutes ces parties sont individuellement ou collectivement désignées dans la présente police sous le terme « **L'ASSURÉ** » et les Assureurs déclarent renoncer expressément à tous recours contre elles, prises isolément ou solidairement.

Dans le cas où certains des entrepreneurs posséderaient par des polices personnelles, des garanties susceptibles de jouer dans la réalisation d'un sinistre, l'assureur de la présente police devra néanmoins faire l'avance de la totalité des indemnités en gardant la possibilité de récupérer tout ou partie de celles-ci auprès des autres Assureurs concernés.

4.3. Montants des garanties (par sinistre)

Le coût total de chaque chantier est inférieur à 15 M€.

En référence des Conventions Spéciales Assurance Tous Risques Chantier.

Intitulé	Contenu
Article 1 – Dommages à l'ouvrage	Garantie des dommages aux ouvrages, à hauteur du montant prévisionnel de construction toutes taxes comprises.
Dommages aux existants	A concurrence de 50% du coût T.T.C. de la construction avec maximum de 500.000 €.
Frais de déblais et démolition	A concurrence de 5 % du coût total de la construction avec maximum de 10 % du sinistre.

Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement	A concurrence de 150.000 €.
Frais de réparation provisoire	A concurrence de 150.000 €.
Honoraires des hommes de l'art	A concurrence de 150.000 €.
Honoraires d'expert	A concurrence de 150.000 €.
Frais supplémentaires	A concurrence de 150.000 €.
Grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, attentats	A concurrence du montant des dommages et pertes subies.
Catastrophes naturelles	A concurrence du montant des dommages selon annexe 1.

4.4. Montants des franchises (par sinistre)

Garantie	Montants des franchises (par sinistre)
Article 1 – Dommages à l'ouvrage	4 675 €
Dommages aux existants	4 675 €
Frais de déblais et démolition	4 675 €
Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement	4 675 €
Frais de réparation provisoire	4 675 €
Honoraires des hommes de l'art	4 675 €
Honoraires d'expert	4 675 €
Frais supplémentaires	4 675 €
Grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, attentats	4 675 €
Catastrophes naturelles	A concurrence du montant des dommages selon annexe 1.

4.5. Indexation des garanties complémentaires

Elle est fixée en fonction de l'évolution de l'indice BT 01.
Valeur de l'indice au 01/01/2027.

5. Conventions Spéciales « Assurance Tous Risques Chantier »

Article 1 – Dommages à l'ouvrage

Pendant la période de travaux

Les frais de réparation consécutifs à toutes pertes ou dommages quelle qu'en soit l'origine atteignant les biens assurés de l'opération objet de l'Assurance.

En cas de réceptions échelonnées, sont garantis les frais de réparation consécutifs à toute perte ou tout dommage atteignant les ouvrages ou parties d'ouvrages réceptionnés et qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux non encore réceptionnés.

Pendant la période de maintenance

Pendant cette période, le Maître d'ouvrage a la qualité d'assuré.

Sont garantis toute destruction, toute perte, tout dommage atteignant les biens assurés, causés par l'assuré lorsqu'il revient sur le site pour exécuter dans le cadre de ses obligations contractuelles tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées

de réserves.

Article 2 – Garanties complémentaires

- **Dommages aux existants**

Sont garantis les dommages subis par les existants pendant et du fait de l'exécution des travaux ne résultant pas des propres défauts des ouvrages existants.

- **Frais de déblais et démolition**

Sont également couverts les frais de démolition, nettoyage, déblaiement, retrait, sauvetage nécessaires à la réparation des biens assurés ou pour la poursuite de l'exécution de l'opération.

- **Mesures conservatoires d'urgence ou menace grave et imminente d'effondrement**

Sont garantis les frais exposés par l'assuré pour faire face à une menace grave et imminente d'effondrement ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garanti par la présente police.

- **Frais de réparation provisoire**

Les frais de réparation provisoire ou de fortune qu'il est nécessaire d'engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l'utilisation de l'ouvrage à la date prévue sous réserve de l'accord de l'assureur.

- **Honoraires des hommes de l'art**

Sont garantis les honoraires des hommes de l'art (bureau d'études, d'architectes, d'ingénieurs conseil, de consultant et tout organisme spécialisé choisis par l'assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de Maîtrise d'œuvre inhérentes à ladite réparation.

- **Honoraires d'expert**

Sont garantis les frais et honoraires d'expert que l'assuré aura lui-même choisi et nommé, dans la limite de l'application du barème professionnel et du montant réellement payé.

- **Frais supplémentaires**

Heures supplémentaires

Sont garantis les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de main d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit.

Frais de transport

Sont garantis les frais de transport aérien, express, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires.

- **Grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, attentats**

Sont garantis les pertes ou dommages causés à l'occasion de grèves du personnel, de lock-out, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotages, attentats, que

ces actions soient concertées ou non.

- **Catastrophes naturelles**

La garantie du présent contrat est étendue aux conséquences des Catastrophes naturelles conformément à la loi du 13.07.1982 et aux textes d'application y afférant (*cf. Annexe 1*).

La prime additionnelle perçue pour cette extension de garantie est calculée par application du taux fixé par les différents arrêtés découlant de ladite Loi.

Article 3 – Exclusions

Les exclusions suivantes remplacent celles énoncées dans les Conditions Générales et doivent seules être prises en compte.

Section 1 - EXCLUSIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES GARANTIES

1.1. LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.

1.2. LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA DESINTEGRATION DU NOYAU ATOMIQUE, C'EST-A-DIRE LES PERTES OU DOMMAGES DE TOUTE NATURE RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT D'EXPLOSION DE CHALEUR, D'IRRADIATIONS, OU DE CONTAMINATION PROVENANT D'UNE TRANSMUTATION DU NOYAU DE L'ATOME ET/OU DE LA RADIOACTIVITE OU RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DE RADIATIONS PROVOQUEES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES ATOMIQUES.

1.3. LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES PAR UNE FAUTE INTENTIONNELLE OU DOLOSIVE DE L'ASSURE.

1.4. LES PERTES OU DOMMAGES DUS A L'USURE, LA CORROSION, LA ROUILLE OU UNE DETERIORATION PROGRESSIVE, OU A DES RAYURES SUR DES SURFACES PEINTES OU POLIES; ETANT ENTENDU QUE RESTENT GARANTIS :

- LES PERTES OU DOMMAGES EXTERIEURS A LA PARTIE DIRECTEMENT ATTEINTE PAR LEDIT PHENOMENE PROGRESSIF QUI EN EST A L'ORIGINE ;
- LES PERTES OU DOMMAGES MEME DIRECTS; CONSECUTIFS A UN EVENEMENT ACCIDENTEL.

1.5. LES FRAIS EXPOSES EN VUE DE CORRIGER UN DEFAUT DE CONCEPTION, DE MATIERE OU UNE MALFAÇON, UNE PANNE OU UN DERANGEMENT MECANIQUE OU ELECTRIQUE, AINSI QUE TOUS FRAIS EXPOSES EN VUE D'AMELIORER OU DE MODIFIER LA CONCEPTION, LA MATIERE OU LA MALFAÇON OU D'APPORTER UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.

IL EST ENTENDU QUE LA GARANTIE COUVRIRA LES FRAIS DE REPARATION OU DE REMPLACEMENT DES BIENS ASSURES, LES PERTES OU DOMMAGES QUI RESULTERAIENT DES DEFAUTS DE CONCEPTION, MATIERE OU MALFAÇON, PANNE OU DERANGEMENT Y COMPRIS LA PARTIE DEFECTUEUSE OU BRISEE ELLE-MEME.

- 1.6. SONT TOUJOURS EXCLUS LES PERTES DE JOUISSANCE, LES PREJUDICES IMMATERIELS AINSI QUE LES PENALITES CONTRACTUELLES.**
- 1.7. SONT EXCLUS LES PERTES OU MANQUANTS DECOUVERTS LORS D'UN INVENTAIRE.**
- 1.8. SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES MAQUETTES, MATERIELS CONSTRUITS DANS UN BUT EXPERIMENTAL.**
- 1.9. SONT EGALEMENT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE DES RESERVES EMISES PAR LE BUREAU DE CONTROLE OU LE MAITRE D'OEUVRE, SI CES RESERVES N'ONT PAS ETE LEVEES OU S'IL EST PROUVE, A DIRE D'EXPERT, QUE L'ASSURE CONCERNE PAR CES RESERVES N'A PAS MIS LA DILIGENCE NECESSAIRE POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.**
- 1.10. SAUF DISPOSITIONS SPECIALES MENTIONNEES DANS LA POLICE, LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES ENGINS DE CHANTIER, LES INSTALLATIONS DE CHANTIER OU LES MATERIELS DE CHANTIER SONT EXCLUS DE L'APPLICATION DE LA GARANTIE.**
- 1.11. SONT EXCLUS TOUS DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSION COUVERTS PAR UNE POLICE "MULTIRISQUES" SUR LES PARTIES RECEPTIONNEES.**
- 1.12. EXCLUSION SPECIFIQUE A LA GARANTIE DES OUVRAGES EXISTANTS : SONT EXCLUS LES DOMMAGES RESULTANT D'INCENDIE-EXPLOSION.**

Section 2 - EXCLUSIONS DE LA GARANTIE DE MAINTENANCE

- 2.1. SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE OU D'UNE EXPLOSION.**
- 2.2. SONT EXCLUS LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DE L'ARTICLE 1792 ET SUIVANTS ET 2270-2 DU CODE CIVIL.**

Article 4 – Conventions particulières

Section 1 - Arrêt de chantier

Les garanties demeurent acquises à l'assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de deux mois, prolongeable au-delà sur demande de l'assuré qui devra préalablement informer complètement l'Assureur des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le souscripteur a le devoir d'en informer l'assureur dans un délai maximum de 15 jours après quoi la police pourra être résiliée ; cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due à l'Assureur résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

Section 2 – Non résiliation après sinistre

L'assureur (et les co-assureurs éventuels) renonce(nt) à exercer son (leur) faculté de résiliation après sinistre.

Section 3 – Reprise du passé

La garantie s'applique à la partie de l'opération de construction réalisée antérieurement à la prise d'effet du contrat. Sont seuls exclus les pertes ou dommages susceptibles de relever de la garantie du contrat et dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Il est entendu que la garantie s'applique aux pertes ou dommages survenus après la date d'effet et dont l'origine serait antérieure à la prise d'effet sous les mêmes réserves que ci-dessus.

Il appartient toujours à l'assureur d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance de tels événements antérieurement à la prise d'effet de la police.

Section 4 – Abrogation de la règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L. 121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce, dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit à l'article "Paiement des Primes".

Section 5 – Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par l'assuré, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

Section 6 – Informatique, fichiers, libertés

Conformément à l'Article 27 de la Loi du 06.01.78 relative à l'informatique, aux fichiers, l'assuré peut demander à la Compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.

Article 5 – Règlement des sinistres

Dès la survenance d'événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré doit informer l'assureur et prendre toutes dispositions utiles pour protéger les biens assurés.

L'assureur s'engage à instruire immédiatement le sinistre sur la base du rapport déposé par les experts et à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation.

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux et études qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible (par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redeviennent conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes).

En cas de sinistre avec réparation impossible, l'indemnité sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage d'origine indexé à la date du sinistre.

Les assureurs indemniseront le Maître d'ouvrage à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.

Arbitrage

En cas de contestation sur l'application de la police, la procédure d'arbitrage sera de rigueur sous réserve des droits respectifs des parties.

La procédure de nomination des arbitres se fera conformément aux dispositions du nouveau code de procédure civile.

Article 6 – Paiement des primes

La prime provisionnelle est calculée par application du taux fixé sur l'assiette telle que mentionnée en tête de la présente police et payable suivant les dispositions prévues aux

Conditions Particulières.

En cas de prolongation au-delà des dates fixées à la souscription et de la prolongation automatique, il sera perçu une prime complémentaire qui sera déterminée par application d'un taux de prolongation calculé en fonction de la durée et de la nature des travaux restant à effectuer.

En fin de chantier, l'assuré s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération c'est-à-dire le montant total des travaux y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et, ainsi, la prime définitive sera calculée par application du taux définitif sur ce montant.

ANNEXE 1 - Garantie des Catastrophes Naturelles

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982

Objet de la garantie

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel.

Mise en jeu de la garantie

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Etendue de la garantie

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

Franchise

Nonobstant toute disposition contraire, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre, il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par la franchise.

Pour les biens à usage d'habitation, les véhicules terrestres à moteur et les autres biens à usage non professionnel, le montant de la franchise est fixé par le dernier arrêté interministériel en vigueur.

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10% du montant des dommages matériels directs subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum fixé par le dernier arrêté interministériel en vigueur.

Toutefois, sera appliquée la franchise éventuellement prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants,

Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et, au plus tard, dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent paragraphe, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

Obligation de l'assureur

L'assureur doit verser l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure.

A défaut, et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par l'assureur porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

6. Annexes

- PROGRAMME PREVISIONNEL DE CONSTRUCTION
- STATISTIQUE SINISTRES
- CONVENTION DE PRESTATIONS DE SERVICES